

LABALEINE

DEPUIS 1971

N° 191 / Mars 2018 / 3€20

EN DIRECT DE NOS CAMPAGNES :

Palme :
une huile pressée
par les lobbies

DOSSIER

De l'obsolescence
programmée
à la réparation

DU LOCAL AU NATIONAL

Quand les groupes locaux
font bouger les campagnes



Les Amis
de la Terre
France

MOBILISONS-NOUS SUR TOUS LES FRONTS !

Notre Dame des Landes, Bure, Europacity... Les grands projets se sont imposés dans l'actualité médiatique à défaut de s'être imposés dans le débat public et la concertation. La victoire de Notre Dame des Landes sacre la mobilisation citoyenne au titre de grande représentante de l'intérêt général des citoyen-ne-s. Cette victoire, hautement symbolique, montre la nécessité de travailler tou-te-s ensemble à construire des luttes qui l'emportent sur l'intérêt privé et celui des lobbies.

D'un côté, les médias veulent du sensationnel, du spectacle et de la violence. En effet, on cherche désespérément les reportages et les articles qui abordent le fond des dossiers. Ils sont si rares que s'en est une insulte au journalisme. On abandonne alors les vraies questions que sont la pertinence des projets, leur compatibilité avec un avenir vivable pour les générations futures, pour tomber dans l'information spectacle.

De l'autre, nous sommes face aux choix d'un gouvernement qui impose ses volontés en orchestrant des opérations de communication rondement menées qui voudraient nous faire croire que ses décisions émanent de la concertation, alors qu'elles ne sont basées que sur des intérêts économiques et poussées par les lobbies.

Face à ces réalités, les citoyen-ne-s s'organisent et se mobilisent pour aborder le fond des problèmes et défendre notre avenir commun. C'est là qu'est la grande victoire, et là que se fondent les victoires futures.

Du local au global, c'est aussi là que se construisent les luttes sur les grands projets. Ce sont les lanceurs d'alerte locaux qui mettent en lumière ces projets. Ensuite, les « grandes » organisations dont nous faisons partie ne sont que des outils au service de ces luttes. L'intérêt de se fédérer au-delà des étiquettes est une nécessité qu'il faut construire avec rigueur, car, face à nous et l'intérêt collectif, les lobbies défendant les intérêts privés sont quant à eux, unis, organisés, et ont des moyens qui ne tiennent aucune comparaison avec les nôtres. Si les entreprises se livrent des batailles concurrentielles extrêmement dures, elles ont bien compris que l'union fait définitivement la force.

Face à cela, la mobilisation fondée sur la qualité indiscutable de l'expertise citoyenne qui se constitue sur chaque projet et à toutes les échelles se doit de créer un rapport de force suffisant pour contrer cette offensive permanente d'un pouvoir

économique totalement déconnecté des réalités sociales et environnementales. L'aspect juridique ne doit pas être négligé. Il fait d'ailleurs, lui aussi, l'objet d'incessantes attaques par un pouvoir politique aux ordres d'une économie qui se voudrait totalement débridée. Ce sont actuellement des régimes de simplification et des régimes dérogatoires qui sont en phase d'expérimentation et sur lesquels l'État légifère par décrets et ordonnances.

La victoire récente contre Europacity, le projet fou de méga-complexe commercial à plus de 3 milliards d'euros en région parisienne démontre l'importance de l'action juridique qui est, sur beaucoup de dossiers, souvent la seule à mettre un terme à la mégalomanie des promoteurs. Les Amis de la Terre étaient partie prenante de ce recours juridique et l'annulation par le tribunal administratif de Cergy-Pontoise de l'arrêté du préfet du Val-d'Oise autorisant la création de la Zone d'Aménagement Concerté devant l'accueillir est une victoire plus qu'importante qui donne une grande bouffée d'air aux opposants et constitue un bel arbre dans les roues de ce projet qui voudrait détruire 260 hectares de terres des plus fertiles.

À Bure, la situation n'est pas glorieuse. Sébastien Lecornu, secrétaire d'Etat auprès du Ministre d'Etat à la transition écologique et solidaire est venu sur place pour une « concertation ». Le matin même de son arrivée, c'est l'évacuation d'une quinzaine de militant.e.s qui occupaient le bois Lejuc suite aux actions illégales de l'Andra, l'agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs par 500 gendarmes qui a été effectuée. Suite à cela, ce sont de multiples arrêtés liberticides, interdisant les manifestations et restreignant la circulation sur ce territoire qui ont été pris.

Comment oser parler de concertation ? Comment accepter de discuter sur de telles bases alors que la pertinence même du projet n'est pas à l'ordre du jour ? Comment ouvrir un débat quand on ne pose pas toutes les options sur la table ? Les déchets sont là pour l'éternité, il est urgent d'attendre. Ne pas imaginer que l'on pourra trouver une solution plus satisfaisante que l'enfouissement en grande profondeur est inacceptable.

Une seule solution : la mobilisation sur tous les fronts ! Les citoyen-ne-s sont les seuls artisans légitimes de notre futur commun.

Florent Compain

Président des Amis de la Terre France

SOMMAIRE

Le Courrier de la Baleine n°191
Mars 2018
n°CPPAP : 0419 G 86222 - ISSN 1969 - 9212

Directeur de la publication :
Florent Compain

Rédacteurs-rices (hors dossier)

Françoise Verchère, coprésidente du Collectif des élus opposés à NDDL, le CéDpa ; Sylvain Angerand, coordinateur des campagnes aux Amis de la Terre France ; Claude Bascompte ; Cécile Marchand, chargée de campagne climat / acteurs publics aux Amis de la Terre France ; Clotaire Cosnard et Alice May pour les Amis de la Terre Angers

Rédacteurs-rices (dossier)

Alma Dufour, chargée de campagne Modes de production et de consommation responsables aux Amis de la Terre France ; Cyril Charrin, réparateur de télévision chez Servicetel à Toulouse ; Alodia Pérez Muñoz, Responsable thématiques ressources naturelles et déchets aux Amis de la Terre Espagne ; Mathilde Monnier des Amis de la Terre Loire-Atlantique ; Benjamin Deceuninck pour la SCOP Cévennes Libres

Chargées de communication

Malika Peyraut
malika.peyraut@amisdelaterre.org
06 88 48 93 68
Sandra Imbault
sandra.imbault@amisdelaterre.org
09 72 43 92 65

Graphisme et maquette :

Aurélien Doville, dovillez@gmx.com

Impression :

Sur papier recyclé Offset Igloo 120g/m²
avec encres végétales : STIPA, stipa.fr

Crédits photos :

Couverture : Illustration réalisée par Aurélien Doville
Pages 4-5 : Jim Delémont
Page 8 : Observatori del Deute en la Globalització
Page 10-11: Illustration réalisée par Aurélien Doville
Page 14 : Illustration réalisée par Aurélien Doville
Page 18 : Clotaire Cosnard

Les Amis de la Terre France
Mundo-M, 47 avenue Pasteur
93 100 Montreuil
france@amisdelaterre.org
01 48 51 32 22
www.amisdelaterre.org



4 L'ACTU DU TRIMESTRE

Notre Dame des Landes :
une magnifique victoire collective

6 EN DIRECT DE NOS CAMPAGNES

Palme : une huile pressée
par les lobbies

9 DOSSIER

De l'obsolescence
programmée à la réparation

18 DU LOCAL AU NATIONAL

Quand les groupes locaux font
bouger les campagnes

L'ACTU TRIMESTRE

17 janvier 2018 : la date restera gravée dans nos mémoires militantes. L'annonce de l'abandon par le gouvernement du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes met fin à l'un des plus vieux conflits environnementaux de France. La destruction du bocage, de ces terres agricoles et naturelles si particulières de Loire-Atlantique, et de la biodiversité qu'elles abritent n'aura pas lieu. C'est un immense soulagement et une grande joie car il aura fallu, depuis la renaissance du projet dans les années 2000, une sacrée persévérance collective pour arracher enfin la victoire.





NOTRE DAME DES LANDES : UNE MAGNIFIQUE VICTOIRE COLLECTIVE

La participation au Débat Public en 2003 et à toutes les enquêtes publiques suivantes en 2008 et 2012 n'ont hélas pas suffi à mettre à bas un mauvais projet. Il aura fallu lutter sur tous les fronts : expertiser le dossier pour en démontrer les insuffisances voire les mensonges, proposer une alternative, contester l'expropriation, porter des recours juridiques, mobiliser l'opinion publique en l'alertant sur le gaspillage inutile de ressources naturelles et d'argent, fédérer aussi bien de simples citoyens que des associations, des partis, des syndicats ou des collectifs créés pour l'occasion... mais il aura aussi fallu en passer par des actions plus singulières : grands rassemblements devenus de véritables universités populaires, grève de la faim de 28 jours et occupation illégale du terrain pour empêcher la destruction des maisons et le début des travaux, sans oublier une résistance courageuse de tous, squatteurs et soutiens, au moment de l'opération César de 2012. La force extraordinaire du mouvement anti-aéroport réside dans la diversité de ceux qui s'y sont engagés : agriculteurs, propriétaires, élus, architectes, naturalistes amoureux de la nature ou pilotes amoureux des avions, habitants anciens et nouveaux, jeunes et moins jeunes...

SOULAGEMENT MAIS VIGILANCE

Chacun a fait sa part dans cette longue lutte, que chacun en soit remercié très sincèrement ! Et notamment les Amis de la Terre qui ont soutenu notre cause et nous ont permis d'accéder à la Conférence environnementale de 2016 pour y porter notre voix. Il reste cependant beaucoup à faire, ici et ailleurs. Localement d'abord : l'avenir des terres et leur gestion demain doivent pouvoir être discutés avec ceux qui ont empêché leur destruction. Notre mouvement collectif entend bien faire des propositions à l'État pour que puisse s'enraciner ce qui est né sur la ZAD : nouvelles formes de vie, de pratiques agricoles, de lien social, de culture, de solidarités multiples. Mais il faudrait aussi que soient tirées les bonnes leçons de Notre-Dame-des-Landes. Or de ce point de vue, c'est loin d'être gagné pour plusieurs raisons.

Premièrement, l'abandon n'a pas été décidé sur les raisons de fond écologiques : ni le gaspillage des terres, ni l'urgence climatique qui imposerait de se pencher entre autres choses sur la place du transport aérien, ni la protection de la biodiversité, ni la nécessaire réflexion sur le modèle même de développement de notre société, n'ont été cités dans le discours du Premier ministre. Les politiques et autres décideurs n'ont toujours pas compris qu'il fallait changer de paradigme pour penser l'avenir. On l'a d'ailleurs vu juste après l'abandon : d'autres projets (pont, tunnel, et même zone agricole 4.0 ...) ont immédiatement fleuri dans leur esprit fertile pour « compenser » la perte d'un nouvel

aéroport... De plus il est hélas peu probable que NDDL fasse avancer le droit de l'environnement puisque tous nos contentieux liés à la destruction des espèces protégées ou de la zone humide ont été perdus au motif que le nouvel aéroport était d'intérêt général majeur et qu'il n'y avait pas d'alternative alors que le rapport de la médiation a montré le contraire mais seulement en décembre 2017...

Deuxièmement, c'est la méthode de débat public et de prise de décision qui devrait être profondément remaniée si l'on veut éviter de nouvelles impasses comme celle de Sivens et de Notre-Dame-des-Landes. Mais l'État et les élus le veulent-ils vraiment ? Rien n'est moins sûr. La commission Richard mise en place pour cela après la mort de Rémi Fraisse a débouché sur des ordonnances qui ne changent pas fondamentalement la donne. Quant au chapitre que les médiateurs ont consacré au sujet dans leur rapport, il n'a probablement pas été lu de grand monde et presque aucun média n'en a parlé... Ses recommandations risquent donc de rester lettre morte, alors qu'en parallèle, le gouvernement avance sur les dérogations possibles à la loi, au nom de l'expérimentation, et sur des procédures accélérées... En fait, il n'est pas sûr que le formidable travail collectif d'analyses et de contre-propositions que peut produire des citoyens (Naturalistes en lutte, Cédpa et Atelier citoyen par exemple dans le cas de NDDL*) soit reconnu à sa juste valeur.

NDDL devrait être un exemple de ce qu'il ne faut plus jamais faire et l'occasion de mettre en place de bonnes pratiques en matière d'action publique : partir des besoins réels de la population, optimiser l'existant quand il peut répondre à ces besoins, entendre les propositions alternatives, ne pas tenir pour négligeable la destruction irréversible des terres et de la biodiversité, ménager l'argent public, débattre dans une réelle transparence etc. Mais tous les décideurs, élus, porteurs de projets et administrations le veulent-ils vraiment ? Ne continueront-ils pas plutôt à verrouiller la « démocratie participative » en ne lui laissant que les apparences d'un débat loyal ? C'est l'enjeu qui reste entier devant nous.

Françoise Verchère,
coprésidente du Collectif des élus
opposés à NDDL, le Cédpa.

Les principaux sites d'analyse et de contre-expertise :

Atelier Citoyen :

<http://www.ateliercitoyen.org/>

Cédpa :

<http://aeroportnddl.fr/>

Naturalistes en lutte :

<https://naturalistesenlutte.wordpress.com/>



EN DIRECT NOS CAMPAGNES

Le 16 janvier, le Parlement européen a voté à la quasi-unanimité l'élimination de l'huile de palme dans les carburants d'ici 2021. Une victoire ? Pas encore. Car en coulisse, la France a tenté de saboter ce vote et n'a pas dit son dernier mot. Un incroyable retournement de position en quelques mois.





PALME : UNE HUILE PRESSÉE PAR LES LOBBIES

PLAN CLIMAT

Le 6 juillet 2017, Nicolas Hulot fait un grand pas en avant en annonçant lors de la présentation du Plan Climat que le gouvernement souhaite fermer une fenêtre qui donne « la possibilité d'incorporer de l'huile de palme dans les biocarburants ».

ONDE DE CHOC EN ASIE

L'annonce de Nicolas Hulot provoque aussitôt la colère de l'Indonésie et de la Malaisie, les deux principaux pays producteurs d'huile de palme. Depuis plusieurs années, l'huile de palme alimente les tensions diplomatiques avec l'Europe. Après avoir réussi à tuer in-extremis la « taxe Nutella » en 2014, les lobbies malaisien et indonésien se remobilisent. Le premier ministre malaisien appelle en personne Nicolas Hulot, et surtout fait pression sur le cabinet du Premier Ministre. La Malaisie joue la carte du chantage économique. L'Indonésie, plus discrète, rappelle que Serge Atlaoui, un Français incarcéré depuis 2005 pour une supposée complicité dans un trafic de drogue, est condamné à mort et que sa peine pourrait bien être appliquée.

UNE PALME POUR LES DISTRIBUTEURS

Depuis mai 2017, les Amis de la Terre discutent avec les distributeurs de carburant, clients de Total, pour les informer sur la présence d'huile de palme dans les carburants et leur demander de s'engager. Dès nos premiers échanges, Leclerc et Systèmes U annoncent qu'ils ont pris des mesures pour exclure l'huile de palme. Un dialogue poussé s'ouvre avec Intermarché, qui finira par annoncer un plan d'élimination de l'huile de palme avant 2020. Les discussions sont plus compliquées avec Carrefour, Auchan et Casino. A l'automne 2017, une vingtaine de groupes ANV/Alternatiba/Amis de la Terre se mobilisent en organisant des actions dans les stations-service. Le 16 novembre, le siège social de Carrefour est occupé... et quelques semaines plus tard, la Fédération du Commerce et de la Distribution (qui regroupe Carrefour, Auchan, Cora et Casino) écrit au Premier Ministre pour soutenir notre demande. L'Alliance Française pour l'Huile de Palme durable, qui regroupe les principaux industriels français qui utilisent

l'huile de palme, rejette la candidature de Total (qui souhaitait rejoindre cette plateforme pour se « verdir ») et publie dans la foulée une position expliquant pourquoi ils sont contre l'utilisation d'huile de palme dans les carburants.

AU NIVEAU EUROPÉEN, LE MOTEUR FRANÇAIS S'ENRAYE

Depuis novembre 2016, à Bruxelles s'est ouvert le long processus de révision de la directive sur les énergies renouvelables. C'est cette directive qui fixe les règles au niveau européen concernant les "biocarburants". La France a donc une opportunité unique de mettre en œuvre l'engagement pris dans le cadre du Plan Climat. Pourtant, lors du Conseil de l'Énergie en décembre 2017, Brune Poirson, qui représente la France, ne dit pas un mot sur l'huile de palme. Dans une note envoyée aux eurodéputés avant le vote du 16 janvier 2018, la France leur demande même de ne pas voter l'amendement interdisant l'huile de palme. En vain, l'amendement passe largement.

DES ARMES PLUTÔT QUE LE CLIMAT ?

Le 30 janvier, en visite officielle en Malaisie, Florence Parly, Ministre des Armées, déclare que la France soutiendra la Malaisie, pour bloquer une interdiction de l'huile de palme dans les carburants. Dans la balance, la vente de 15 Rafale. Total affirme publiquement que « les autorités françaises au plus haut niveau de l'État le soutiennent ».

LA MOBILISATION FAIT TÂCHE D'HUILE

Les prochains mois vont être déterminants car le Parlement Européen doit se mettre d'accord avec les Etats membres avant l'été sur l'avenir de l'huile de palme comme biocarburant. Les Amis de la Terre ont bien l'intention de ne rien lâcher en pointant les incohérences du gouvernement. Une parole est une parole.

*Sylvain Angerand,
coordinateur des campagnes
aux Amis de la Terre France.*

LE DOSSIER « TOTAL »

A la Mède, près de Marseille, Total a lancé la reconversion de la raffinerie de Provence depuis plusieurs mois. Le géant du pétrole souhaite en faire une « bio raffinerie » de taille mondiale, et importer massivement de l'huile de palme pour l'alimenter. Aucun chiffre n'est officiellement communiqué mais les Amis de la Terre décortiquent le dossier d'enquête publique et lèvent le lièvre : c'est plus de 500 000 tonnes d'huile de palme, brute ou sous forme de dérivés, que Total souhaite utiliser. Total deviendrait le premier importateur français d'huile de palme. Lorsque Nicolas Hulot arrive au Ministère en mai 2017, c'est le premier dossier que posent sur sa table les Amis de la Terre. Aujourd'hui, les travaux n'ont pas commencé et aucune autorisation n'est encore délivrée : il est encore temps d'agir et c'est ce que doit faire Nicolas Hulot comme prévu dans le Plan Climat.

Justice climatique, justice sociale : même combat. Sous pression de la part de ses clients, grillée dans ses tentatives de greenwashing, Total est aussi sous le feu des critiques en interne. Le 14 novembre, les Amis de la Terre et Alternatiba organisent une conférence commune avec la CGT et le maire de Martigues pour réclamer un autre plan de reconversion pour la raffinerie, sans huile de palme et permettant de préserver les emplois.



UN NOUVEAU PROJET GAZIER DANS LES TUYAUX !

22 janvier 2018, Perpignan : lors de la réunion de clôture de la concertation lancée par l'opérateur de réseau TIGF¹, l'ensemble de la salle s'insurgeait contre le projet de gazoduc nommé STEP (South Transit East Pyrenees). Première phase du projet plus ambitieux nommé Midcat, cette interconnexion gazière vise à relier les réseaux gaziers français et espagnol en traversant l'Aude, les Pyrénées orientales et la Catalogne Sud. Face à ce grand projet inutile et imposé, la résistance s'organise ...

POURQUOI UN TEL PROJET ?

Première pierre de l'immense projet d'interconnexion gazière Midcat, dont le coût est estimé à 3 milliards d'euros, le STEP est un projet qui tient à cœur aux autorités espagnoles et à leur Commissaire européen Miguel Arias Cañete... En 2012, la construction du premier tronçon de Midcat en Catalogne a été arrêtée suite à l'opposition des populations locales et du désengagement de la France qui n'en cautionnait plus l'utilité. Mais pourquoi ce projet resurgit ?

Si l'Espagne a des capacités gazières largement supérieures à sa consommation intérieure avec ses 7 terminaux méthaniers en partie inutilisés, elle cherche à faire jouer la concurrence entre producteurs, en poussant l'Europe à financer de nouvelles infrastructures très onéreuses. Cette interconnexion pourrait ainsi permettre à la péninsule ibérique d'importer plus de gaz de Russie et de Norvège, aujourd'hui économiquement plus intéressants que le gaz naturel liquéfié (GNL) ou le gaz algérien. D'autre part, l'Espagne argue que le Midcat pourrait aussi lui permettre de devenir à terme une porte d'entrée au GNL et au gaz algérien pour l'ensemble du continent européen.

Ce projet est symbolique de la tendance de l'Union européenne à construire de nouvelles infrastructures gazières, peu importe leur impact sur le climat et leur non-rentabilité économique, la priorité étant de lever les freins aux échanges et à la fluidité du marché du gaz européen. Cette importante infrastructure qui vient à contretemps de la transition énergétique et dont les coûts risquent de retomber sur les consommateurs doit être stoppée sans tarder. Or, mieux que promouvoir le projet auprès des plus hautes instances gouvernementales, la Commission européenne s'apprête même à lui attribuer de larges financements publics.

LA RÉSISTANCE S'ORGANISE

A l'occasion de la concertation sur le tronçon STEP côté français, un collectif d'opposition nommé « collectif contre le gazoduc transfrontalier » s'est créé à l'initiative d'Alternatiba66, des Amis de la Terre et d'ATTAC66. Ce collectif réunit aujourd'hui une trentaine d'organisations. La fin de la concertation par le maître d'œuvre à Perpignan, a été marquée par une manifestation réunissant les collectifs de Perpignan et de Catalogne Sud « Plataforma Resposta al MidCat ».

Dans une région où le dérèglement climatique se fait déjà largement ressentir sur la production viticole, de nombreux individus et groupes organisés plaident en faveur de l'abandon de ce projet préjudiciable aux paysages et à l'économie locale, à contre sens de la lutte contre le dérèglement du climat.

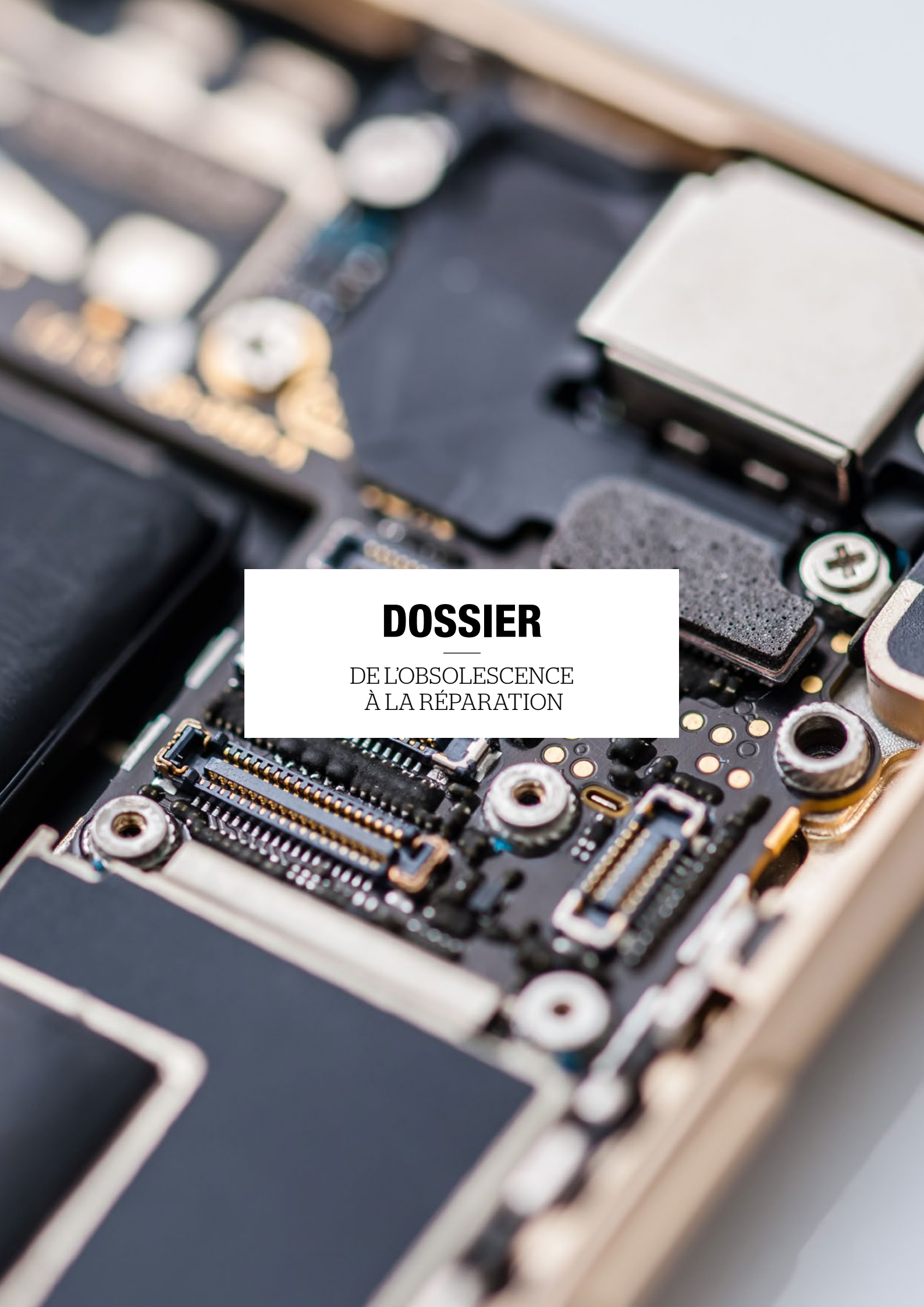
LES PROCHAINES ÉTAPES DE LA CAMPAGNE

Si la Commission européenne a annoncé qu'une décision définitive devait être prise cette année sur la construction du gazoduc, les Amis de la Terre et le collectif local comptent bien tout mettre en œuvre pour bloquer ce projet. Alors que des sommets diplomatiques sont en préparation, la pression sur Emmanuel Macron ne saurait que monter au fur et à mesure de l'année pour qu'il tienne tête à ses collègues espagnols et traduise enfin ses discours climat ambitieux sur la scène internationale en actes concrets. Localement, c'est au tour des élus locaux de signifier leur opposition au projet.

Seules des décisions cohérentes avec les sociétés soutenables doivent l'emporter et nous l'emporterons contre ce projet !

*Claude Bascompte et Cécile Marchand,
Chargée de campagne climat / acteurs publics.*

¹ Transport Infrastructures Gaz France



DOSSIER

DE L'OBSOLESCENCE
À LA RÉPARATION

SMARTPHONE :

LE TÉLÉPHONE QUI EMPOISONNE LE MONDE

RÉPARATION



iPhoneX 611€

Coût des pièces de rechange élevé.
Risque de fissure lié à l'utilisation du verre à l'avant et à l'arrière.
Coque arrière très difficile à remplacer en cas de casse.

CONSOMMATION

FRANCE

- 📱 22 millions de smartphones vendus en 2016.
- 🕒 2 ans : c'est la durée de vie moyenne d'un smartphone.

EXTRACTION

CHILI, ARGENTINE, BOLIVIE

- 🔪 Extraction du lithium pour les batteries.
- 💧 10 L d'eau écoulee par seconde pour l'extraction du lithium.
- ☀️ Dérèglements climatiques : de grandes sécheresses.

BOLIVIE, PÉROU

- 🏠 Extraction d'étain pour la dalle tactile.
- ☑️ Pollutions lourdes.
- 🏥 Maladies graves.
- ⚒️ Travail infantile dans les mines.



FABRICATION

CHINE

- 🏭 Usines d'assemblage.
- 🕒 Conditions de travail très difficiles : 12h/jour, 1 jour de congés par mois.
- 👶 Travail d'enfants et adolescents dans les usines.
- 🛡️ Pas de conditions de sécurité pour les employés.
- 🏠 Cancers Usines Samsung.
- † Suicides Usines Foxconn.
- 🤖 Projets de remplacer les travailleurs par des robots.
- 📱 iPhone 8 : sur le prix final, 7€ dédiés à la main d'œuvre // 127€ aux actionnaires.

EXTRACTION

CHINE

- ☐ Production des terres rares - Néodyme, Cerium, Dysprosium, praseodyme pour les écrans et les composants électroniques.
- ☢️ Rejets radioactifs et explosion des cancers chez les habitants.

EXTRACTION

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

- ☐ Cobalt pour les batteries et les composants.
- 🕒 50% de la production mondiale de cobalt provient de RDC.
- 👶 40 000 enfants travaillent dans les mines.
- † Plus de 1000 morts par an dans les mines artisanales.
- 💰 Corruption à grande échelle.
- 💰 La mine de Glencore a évadé 500 millions de dollars, l'équivalent du budget annuel de la Santé.

RWANDA, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

- 🔋 Tantale pour les condensateurs (Rwanda : 44,5%, RDC : 19,2%).
- ⚔️ Minerais dont la production finance le conflit armé dans la région depuis une vingtaine d'années.
- † Ce conflit aurait fait des millions de morts directes et indirectes (famines, épidémies, déplacements).

EXTRACTION

INDONÉSIE

- ☐ Etain pour la dalle tactile.
- 🌿 L'exploitation artisanale sur l'île de Bangka a détruit 65% des écosystèmes.



LES DISTRIBUTEURS DANS LE VISEUR

En France, ce sont sur les distributeurs que pèse l'obligation de garantir les produits vendus. Elle n'incombe directement aux constructeurs que pour les achats dans leurs magasins propres, ou en ligne. C'est donc des premiers que dépendent en premier lieu les taux de réparation et de remplacement à neuf des biens sous garantie.

C'est également aux distributeurs d'afficher l'information sur la durée de disponibilité des pièces détachées. Ils ont le pouvoir de choisir les produits qu'ils mettent en rayon, en fonction de leur réparabilité. Une exception : l'informatique et la téléphonie où les constructeurs, comme Apple ont un poids de négociation bien supérieur.

Ils peuvent également vendre des pièces détachées aux consommateurs et des services de dépannage et de réparation des biens hors garantie. Ils proposent également des garanties commerciales à un coût additionnel important. Les distributeurs sont responsables du choix des compagnies d'assurances et aucun ne peut se targuer d'être vertueux en la matière. La société SPB, avec laquelle plusieurs distributeurs bien connus travaillent ou ont travaillé, a fait l'objet de 30 pages de plaintes sur le site 60 millions de consommateurs, les assurés n'arrivant jamais à faire réparer leurs téléphones ou leur tablettes¹ !

Alma Dufour,
*chargée de campagne Modes de production
et de consommation responsables.*

¹ 60 millions de consommateurs,
Forum : SPB ASSURANCES (DARTY, FNAC, CARREFOUR, AUCHAN, SFR, ORANGE)

AMAZON ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA VENTE EN LIGNE

Aux États-Unis, la vente en ligne a détruit beaucoup plus d'emplois qu'elle n'en a créé. L'organisation du travail dans les entrepôts d'Amazon représente un retour aux heures sombres du travail à la chaîne : cadences infernales, productivité constamment mesurée et bracelet électronique ! Le géant mise désormais sur la robotisation intégrale des supermarchés...

Organisée pour ne payer que très peu d'impôts, la multinationale doit 200 millions d'euros à l'État français. Une somme sur laquelle Bercy vient de transiger sans que les citoyens puissent connaître le manque à gagner. Dans le même temps, les collectivités continuent de financer l'implantation d'entrepôts de l'entreprise : 3 millions d'euros pour celui d'Amiens.

Un régime à double vitesse que l'on retrouve également concernant la protection des consommateurs et de l'environnement. Contrairement aux distributeurs physiques, les vendeurs en ligne ne sont pas responsables juridiquement de la garantie légale. Les consommateurs achetant en ligne sont tributaires de fabricants dont le SAV peut être défaillant et ne pas respecter leurs droits. La vente en ligne respecte très mal l'information sur la disponibilité des pièces détachées imposée par la loi Hamon de 2014. Amazon n'affiche rien, quant à Rue du Commerce ou CDiscount, la performance est à peine meilleure.

Surtout, l'évasion fiscale et la casse sociale permettent à la vente en ligne de tirer les prix du neuf vers le bas, alors que ceux de la réparation augmentent, et ce en partie du fait des constructeurs. Une situation très défavorable pour la réparation.

Le groupe Casino a récemment stoppé ses activités de vente physique d'équipements pour miser uniquement sur sa filiale : CDiscount. Cela nous fait craindre que ce modèle finisse par supplanter la distribution classique. Le groupe FNAC/DARTY est toujours en tête des parts de marché mais Amazon et CDiscount se classent désormais dans le top 5.

Un danger compris par les États Membres de l'Union européenne, opposés à ce que la Commission ouvre une durée de garantie légale spécifique, favorable à la vente en ligne. Il faut désormais qu'ils rendent responsables les distributeurs en ligne de la garantie légale de conformité et les forcent à assurer des services de réparation sur les territoires.

Cette année, les Amis de la Terre se mobilisent pour que la grande distribution mette enfin son modèle économique au service de l'écologie et de l'emploi local !

ACHETER DURABLE
ET REPARABLE

REPARER SOUS
GARANTIE

REPARER HORS
GARANTIE

ACHETER
D'OCCASION

AMAZON

AUCHAN

BOULANGER

BUT

CARREFOUR

CASINO / CDISCOUNT

CONFORAMA

DARTY

E. LECLERC

ELECTRODÉPÔT

FNAC

LDLC

RUE DU COMMERCE

- Enfin un distributeur qui va dans le bon sens.
- Pratiques passables.
- Pratiques respectant tout juste la loi voir en deçà !
- Il y a malheureusement trop d'intermédiaires et d'inconnus pour donner une information fiable.





LE RÉPARATEUR : PORTRAIT D'UN SUPER-HÉROS DU QUOTIDIEN

Pourquoi vous êtes-vous tourné vers le métier de la réparation ?

Cyril Charrin : Etant passionné d'électronique depuis mon plus jeune âge, je suis tout de même tombé dans ce métier de la réparation par hasard, lors d'un forum des métiers au lycée où je faisais mon BEP d'électronique. Bac professionnel en poche, j'ai commencé dans le métier et par passion je ne l'ai jamais quitté, malgré les aléas que cette profession a subi.

Rencontrez-vous des obstacles dans votre métier ? Si oui lesquels ? La situation est-elle en train d'empirer ?

Oui, il y a de plus en plus d'obstacles pour dépanner les produits. Les deux principaux sont la disponibilité des pièces détachées, et leurs tarifs excessifs. Mais dans l'obligation de s'adapter, nos méthodes d'approvisionnement des pièces ont évolué, comme des commandes directes de composants en Chine, puisqu'ils ne sont pas livrables en France, ou l'achat de pièces d'occasion pour pouvoir dépanner à un tarif raisonnable les produits.

Que souhaiteriez-vous voir mis en place pour soutenir la réparation ?

Dans un premier temps une prise de conscience des fabricants pour que les produits soient réparables à un coût raisonnable. Le prix des pièces monte sans cesse, notamment celui des cartes principales. La deuxième serait une incitation pour la réparation, soit par une réduction de la TVA sur les réparations, soit par un crédit d'impôt. La troisième serait la possibilité d'avoir un fournisseur de pièces détachées d'occasion, un peu comme ce qui a été mis en place dans l'automobile, pour éviter que les carrossiers abandonnent des véhicules en épaves, à cause du coût excessif de la pièce d'origine neuve.

Qu'aimeriez-vous dire aux consommateurs ?

Bien que les mentalités soient en train de changer, j'aimerais leur dire que réparer est souvent plus raisonnable que jeter pour acheter un appareil neuf de moins bonne qualité, et que c'est bon pour la planète de réduire les déchets.

*Cyril Charrin,
Réparateur de télévision chez Servicetel à Toulouse.*



ET AILLEURS ?

LA CAMPAGNE "SE MERECE UN 10" EN ESPAGNE #camériteun10/10

Les Amis de la Terre Espagne travaillent depuis des décennies pour une consommation de ressources naturelles soutenable. Ces dernières années, une partie importante de notre travail s'est axé sur l'obsolescence, un des combats principaux à mener.

Après avoir mis en œuvre diverses tentatives de pression politique, sans grand impact sur les décideurs, nous avons décidé de développer la campagne sur des bases sociales et citoyennes. C'est pour cette raison que nous avons décidé de lancer il y a deux ans « Alargascencia » (<https://alargascencia.org/es>) un annuaire regroupant les réparateurs, les vendeurs d'objets de seconde main, les structures qui permettent de louer ou d'échanger des produits variés, téléphones mobiles, ordinateurs, pantalons, bicyclettes...

En bref, l'annuaire rassemble les structures dont l'existence permet d'allonger la durée de vie des produits et d'éviter le rachat de biens neufs. Nous avons établi un réseau de commerces qui travaillent contre l'obsolescence. L'annuaire est un outil collaboratif où les citoyens recommandent eux-mêmes de nouveaux établissements, afin de faire connaître toujours plus d'alternatives. Nous en recensons déjà 1 500 !

Pour aller plus loin dans le développement de ces nouveaux modes de consommation, et faire face à l'achat compulsif de produits neufs et de courte durée de vie, nous avons réalisé une étude sur les obstacles que rencontrent les structures du réemploi ou de la réparation. L'une des principales conclusions concerne l'absence de compétitivité du secteur, face à des prix des biens neufs en baisse constante, prin-

cipalement en raison de l'absence d'internationalisation des coûts environnementaux et sociaux dans les pays où a lieu la production.

Nous avons donc lancé la cyber-action #SeMerecenUn10, demandant la fixation à 10 % du taux de TVA sur les activités de réparation et de vente de produits de seconde main, comparé aux 21 % appliqués aujourd'hui. Nous collectons des signatures afin de porter notre demande au Ministère des Finances. En très peu de temps nous en avons déjà réuni plus de 3000 (<http://semerecenun10.org>).

Alodia Pérez Muñoz
Responsable thématiques
ressources naturelles et déchets
aux Amis de la Terre Espagne.

RIGHT TO REPAIR MOVEMENT

Le « Right to Repair Movement » est né aux États-Unis en 2016, suite à la colère d'agriculteurs en difficulté financière qui se sont vus imposer des tarifs de réparation prohibitifs par les constructeurs de machines agricoles. Ce mouvement s'est vite propagé pour dénoncer les abus des constructeurs sur de larges catégories de biens. Il vise à protéger les professionnels indépendants et les consommateurs du verrouillage de la réparation par les constructeurs et demande notamment l'imposition de la fourniture de pièces détachées à des prix raisonnables, de documents techniques, de manuels de réparation et de logiciels...

Les industriels, et notamment Apple, ont effectué un lobbying intensif qui a fait échouer la première vague de propositions de lois. Depuis le scandale des mises à jours ralentissant les iPhones, une nouvelle vague de propositions est en débat dans plusieurs nouveaux Etats: Hawaii, Illinois, Iowa, Kansas, Massachusetts, Minnesota, Missouri, North Carolina, Nebraska, New Hampshire, New Jersey, New York, Oklahoma, Tennessee, Virginia, Vermont, et Washington.



ET SI ON RÉPARAIT ENSEMBLE ?

Voilà 3 ans que Pierre nous accueille dans son café « Mon Oncle » tous les 1^{ers} lundis de chaque mois afin de mettre à l'honneur la réparation, la réduction des déchets et la convivialité ! Ce rendez-vous est né de l'envie de prolonger la campagne nationale des Amis de la Terre contre l'obsolescence programmée en proposant une application concrète dans le centre de Nantes, dépourvu d'atelier de réparation.

Seuls un ou deux des bricoleurs de la première heure subsistent mais depuis de nombreux autres nous ont rejoints (une douzaine en tout), des bricoleurs « touche-à-tout » mais aussi des bénévoles en informatique (étudiants de l'école Epitech) et en couture. Ils répondent à chaque fois présents et ont toujours le même plaisir d'en découdre avec la panne qui va leur résister. Malheureusement, il arrive parfois qu'une vis inaccessible, une vis avec une tête spéciale ou un objet assemblé avec de la colle empêche même tout diagnostic.

En face d'eux, toujours autant d'intéressés, les deux heures d'atelier sont bien remplies et le bar aussi ! Dans l'attente de son tour, souvent les langues se délient, les gens assis à la même table se posent des questions sur les objets amenés et un joyeux brouhaha prend possession des lieux ! On accueille des personnes qui ne veulent pas jeter, des curieux, des écolos, des gens qui veulent juste nous soutenir et des déterminés de la réparation. Notre anecdote préférée : une petite mamie de 80 ans qui souhaitait faire réparer sa cireuse à parquet reçue en cadeau de mariage. Elle est revenue 3 mois de suite avec sa machine accrochée à un support de caddie. Une des pièces étant usée, c'est avec un dessin des réparateurs qu'elle est allée la faire fabriquer par imprimante 3D au Fab Lab !

L'esprit de l'événement c'est aussi de réparer ensemble, de faire obstacle au tout jetable, de freiner la surconsommation, de réduire les déchets. Il y a des échanges avec le bricoleur qui explique ce qu'il fait, des coups de main pour tenir le tournevis, la lampe... et un élan partagé. Et toute cette sensibilisation, depuis ces 3 années, suscite de l'intérêt pour la réparation. C'est un bel objectif atteint. Pour les Amis de la Terre 44, les rôles sont multiples : accueil, soutien logistique aux bricoleurs bénévoles, informations sur l'association et ses activités mais aussi et surtout essaimage de l'initiative dans d'autres quartiers de Nantes et des environs. Depuis le début, le groupe local a accompagné 3 ouvertures de nouveaux Repair Cafés et dispensé plein de conseils. Aujourd'hui en Loire Atlantique, 12 Repair Cafés sont en fonctionnement !

Pour terminer la soirée, il y a toujours un petit moment de convivialité avec les bricoleurs autour d'un verre et de quoi grignoter pour les remercier de leur investissement. Ces moments sont financés par le groupe local, la petite boîte métallique mise à disposition pour les soutiens, une subvention des Amis de la Terre France suite à un appel à projet et l'appui de Pierre, gérant du bar. C'est une réussite sur tous les plans : un bon moteur pour le groupe local, l'occasion de faire parler de nous, de faire de belles rencontres et un grand pas contre le tout jetable. Ouvrir un « Repair Café » n'est pas compliqué, il suffit de trouver un bar intéressé, des bricoleurs dans son entourage, de s'inscrire sur le site (repair-cafe.org) qui fournit toutes les informations et outils pratiques et de soigner la communication autour de l'événement. Ce rendez-vous régulier est pour tous les acteurs une belle soirée d'échanges, de convivialité et de petites actions bénéfiques pour l'environnement, alors pourquoi hésiter ?

Mathilde Monnier
des Amis de la Terre Nantes.

UN MOT DE PIERRE LE GÉRANT DU BAR «MON ONCLE»

Prosaïquement, un lundi soir, faire le plein de clients, c'est surprenant : toutes sortes de gens, de tous âges, tous milieux, se croisent et (re)découvrent les vertus du coup de main gratuit et ô combien utile, dans un lieu qu'ils ne connaissent pas pour la plupart. Beaucoup reviendront chez moi et en parleront à leurs amis, c'est le bouche à oreille qui démarre.

Plutôt que des débats publics qui attirent fort peu de monde, le Repair Café draine la foule et tout le monde comprend en vrai ce que signifie la barbare notion d'obsolescence programmée... et découvre surtout qu'on peut lutter contre. De l'écologie concrète et positive.

Enfin, les réparateurs/trices bénévoles ont maintes fois sauvé la vie de mes instruments de travail en décrépitude : l'aspiro, le lave-verre... merci mille fois aux bénévoles passionnés ! »



ORDI SOLIDAIRE, LE PROGRAMME POUR REDONNER VIE AUX VIEILLES MACHINES !

ORDI SOLIDAIRE, C'EST QUOI ?

Le programme est né il y a dix ans de l'association Cévennes Libres, spécialisée dans le développement de logiciels libres, la formation et le réemploi de matériel informatique. L'association s'est transformée en SCOP en 2013 (Société coopérative et participative).

Ordi Solidaire assure la collecte de matériel informatique d'occasion auprès des particuliers, des entreprises et collectivités. L'association donne une nouvelle vie aux équipements et favorise la redistribution à des structures sociales et solidaires (associations, établissements scolaires, garderies, etc) mais aussi à des particuliers.

La SCOP répare des ordinateurs, des téléphones portables, des écrans... une multitude d'équipements informatiques du quotidien. Le site <http://www.ordi-solidaire.fr> est aussi accessible à tous, pour ceux qui souhaitent privilégier l'achat d'occasion !

COMMENT FONCTIONNE ORDI SOLIDAIRE ?

Les initiateurs du projet proviennent de secteurs professionnels divers. Nous avons des enseignants, des informaticiens, des ingénieurs en chimie, des orthophonistes, des

éducateurs, etc... La diversité d'origine professionnelle des membres de l'association a permis d'allier les compétences de chacun. Le matériel que nous récupérons au début provenait exclusivement de dons de particuliers, mais ce n'était pas suffisant pour répondre aux nombreuses demandes en matériel informatique d'occasion.

Plusieurs questions se posaient alors : comment récupérer davantage de matériel inutilisé ? comment reconditionner en grande quantité ? Combien d'emplois cette activité pourrait-elle générer ? Quelles sont les compétences que nous pouvons développer ?

QUAND L'INITIATIVE CITOYENNE POUR LUTTER CONTRE L'OBSOLESCENCE PREND DE L'AMPLEUR

Pour favoriser la récupération de matériel inutilisé, un réseau de donateurs professionnels s'est constitué et nous permet désormais de récupérer du matériel d'entreprises ou des collectivités publiques qui renouvellent leurs parcs informatiques.

Chaque année, grâce au projet « Ordi Solidaire », c'est un millier d'unités centrales d'ordinateurs qui sont redistribuées dans les écoles. Le matériel est livré prêt à l'emploi, avec de nombreux logiciels éducatifs pré-installés.

En moins de dix ans, le programme « Ordi Solidaire » a permis de reconditionner plus de 10 000 machines. Pour répondre au développement de l'activité, des locaux d'une superficie de 2 000 m² ont été acquis et l'association s'est transformée en Société Coopérative et Participative. La structure emploie aujourd'hui 10 personnes de façon pérenne, en favorisant les individus exclus du marché de l'emploi ou en situation de handicap. Le succès est tel que l'activité croît à une vitesse fulgurante.

En recyclant du matériel destiné à la destruction, Cévennes Libres participe à une utilisation des ressources plus cohérente d'un point de vue social et environnemental.

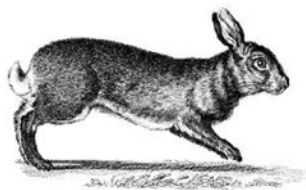
Privilégier le reconditionnement de nos biens permet d'allonger la durée de vie des équipements et favoriser l'achat de produits de seconde main. C'est non seulement la solution la moins coûteuse, mais aussi celle qui fait le plus de sens sur le plan écologique. Cela permet d'éviter d'acheter de nouveaux biens fortement consommateurs de ressources non renouvelables. Avec le projet Ordi Solidaire, c'est donc zéro gâchis et zéro déchet !

*Benjamin Deceuninck
pour la SCOP Cévennes Libres.*

DU LOCAL AU NATIONAL

Voici le récit d'une tactique d'action pas comme les autres. Sous l'ampleur de son succès, la stratégie de mobilisation développée par « Justice Climatique Angers » s'est déployée en 2018 sur tout le territoire afin de pousser les banques à désinvestir des énergies fossiles. Clotaire et Alice nous livrent l'histoire et la recette d'une mobilisation créative, fédératrice et surtout... efficace !





L'HISTOIRE D'UNE BONNE IDÉE : **COMMENT LES LAPINS D'ANGERS ONT PRIS D'ASSAUT L'HEXAGONE**

Tout a commencé lorsque Alice a suivi la formation banque avec les Amis de la Terre dans le cadre de la campagne contre le financement des énergies fossiles. Effectivement, sur les 10 banques mondiales les plus climaticides, 3 sont françaises : BNP, Crédit agricole et Société générale.

A l'issue de la formation banque, nous cherchions une idée d'action simple et efficace pour empêcher le financement de nouveaux projets d'énergies fossiles. Comme pour les faucheurs de chaises, nous cherchions un mode d'action à la fois accessible par tous, sans grands moyens mais fort symboliquement et qui soit contraignant pour l'activité des banques.

De retour chez elle, Alice a proposé au groupe local « Justice climatique Angers » un brainstorming pour faire émerger de nouvelles idées d'action. Lors de ce temps de recherche collective, Clotaire qui avait déjà travaillé en banque a amené l'idée des faux rendez-vous pour bloquer les agendas des conseillers. Le groupe a alors rebondi à partir de l'expression « Poser un lapin » ...

LA BASE ÉTAIT LÀ POUR IMAGINER UNE ACTION D'ENVERGURE. EN QUOI CONSISTE-ELLE ?

Le principe est de prendre un maximum de faux rendez-vous sur une semaine donnée dans des agences ciblées. La semaine dite, nous annulons tous les rendez-vous. Nous nous déplaçons alors à l'agence pour expliquer que nous ne souhaitons pas ouvrir de compte dans une banque qui finance des projets dangereux pour les hommes et la planète. En faisant chuter leur PNB hebdomadaire (produit net bancaire), nous faisons remonter au siège social nos revendications. Et plus largement nous mettons en lumière que c'est avec notre argent qu'ils financent des projets climaticides.

Nous avons proposé cette action aux Amis de la Terre qui ont validé le concept. Angers était alors la ville-test pour « les lapins » avant de les envisager à l'échelle nationale. Pour lancer l'action, nous avons imaginé les « apéro-lapins », un temps en fin de journée, où chacun

vient quand il peut prendre un verre et passer un coup de fil pour poser un lapin. Ces temps conviviaux nous ont permis d'accueillir de nouveaux participants et aussi de resserrer les liens du groupe en dehors des réunions plus conventionnelles.

En février 2017, nous avons donc bloqué les rendez-vous de 3 banques : BNP, Société Générale et Crédit Agricole en remettant une lettre au directeur d'agence avec une demande d'arrêt de financement de projet spécifique à chacune. Lors du samedi de la semaine bloquée, nous sommes venus « annuler » nos rendez-vous déguisés en lapins, en formant une grande file d'attente sautillante, devant l'accueil des agences. Les directeurs ont alors compris la raison de toutes ces annulations.

Cette action facile et ludique a permis de fédérer les nouveaux au sein du groupe. Nous avons réussi à prendre 117 rendez-vous sur les 3 agences avec 24 participants, dont 11 nouveaux. « Les lapins » ont contribué au retrait de BNP Paribas du projet de terminal d'exportation de gaz de schiste Texas LNG et de Crédit Agricole du projet de centrale à charbon Ciberon 2 en Indonésie. Après cette réussite, Alice et Clotaire, accompagnés de tout le groupe Justice climatique Angers, ont présenté l'action Lapins au camp climat 2017 aux groupes locaux des Amis de la Terre et d'ANV COP21. L'idée a été reçue avec beaucoup d'enthousiasme par les militants et a ensuite été validée à l'agenda national de la Fédération.

Aujourd'hui, Justice climatique Angers, avec les salariés des Amis de la Terre pilote l'action au niveau national, ce qui est une nouvelle responsabilité pour un jeune groupe local, né il y a tout juste deux ans. Les Lapins vont être répliqués dans 11 villes et sur une quarantaine d'agences différentes de la Société Générale afin de contrer le soutien du mégaprojet de gaz de schiste Rio Grande LNG et plus largement de faire changer sa politique de financement sur les énergies fossiles les plus polluantes (charbon, sables bitumineux, gaz de schiste, forages en eaux profondes et en Arctique).

*Clotaire et Alice
pour les Amis de la Terre Angers.*





Retrouvez nos derniers communiqués de presse et téléchargez nos publications sur
<http://www.amisdelaterre.org/-Communiques-de-presse-.html>

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

MARS 2018

- [Un nouveau pas à l'ONU vers un traité contraignant les multinationales à respecter les droits humains](#)
- [467 "lapins" posés à Société Générale pour dénoncer son retard climatique](#)
- [Rapport : Société Générale, plein gaz sur les fossiles](#)

FÉVRIER 2018

- [Économie circulaire : une feuille de route pour l'instant sans ambition](#)
- [Les Amis de la Terre déposent un recours contre le projet de tunnel Lyon-Turin](#)

JANVIER 2018

- [À la centrale nucléaire de Gravelines, les tuyauteries d'évacuation illégales poussent comme des champignons - Six associations portent plainte contre EDF](#)
- [Plus de 2000 citoyens font décoller le Tour Alternatiba 2018](#)
- [20 villes de France se mobilisent pour annoncer le Tour Alternatiba](#)
- [L'opposition au projet d'interconnexion gazière STEP s'intensifie](#)
- [Réparation : les mauvaises pratiques des distributeurs épinglées par les Amis de la Terre](#)
- [Notre-Dame-des-Landes : une victoire de la mobilisation citoyenne](#)
- [Nouveau faux pas d'Engie au Brésil](#)
- [Sables bitumineux : bilan des récents engagements des banques et assureurs français](#)

CONTACTS

- **GROUPE AFFILIÉ BIZI!**
info@bizimugi.eu
- **AMIS DE LA TERRE BOUCHES DU RHÔNE**
bouchesduhone@amisdelaterre.org
- **AMIS DE LA TERRE CÔTE D'OR**
amisdelaterre21@gmail.com
- **AMIS DE LA TERRE DUNKERQUE**
nicolas.fournier48@orange.fr
- **AMIS DE LA TERRE DRÔME**
drome@amisdelaterre.org
- **AMIS DE LA TERRE GERS**
amisdelaterre.gers@gmail.com
- **AMIS DE LA TERRE GIRONDE**
aurelie.schild@gmail.com
- **AMIS DE LA TERRE HAUTE-SAVOIE**
contact@amisdelaterre74.org
- **AMIS DE LA TERRE HÉRAULT**
AT34@orange.fr
- **AMIS DE LA TERRE HYÈRES**
athyeres@sfr.fr
- **AMIS DE LA TERRE ISÈRE**
atisere@gmail.com
- **AMIS DE LA TERRE LANDES**
landes@amisdelaterre.org
- **AMIS DE LA TERRE LIMOUSIN**
martine.laplante87@gmail.com
- **AMIS DE LA TERRE LOIRE-ATLANTIQUE**
loire-atlantique@amisdelaterre.org
- **AMIS DE LA TERRE MEURTHE ET MOSELLE**
meurtheetmoselle@amisdelaterre.org
- **AMIS DE LA TERRE MIDI-PYRÉNÉES**
midipyrenees@amisdelaterre.org
- **AMIS DE LA TERRE MOSELLE**
resistanceterre@gmail.com
- **AMIS DE LA TERRE NORD**
nord@amisdelaterre.org
- **AMIS DE LA TERRE PARIS**
paris@amisdelaterre.org
- **AMIS DE LA TERRE POITOU**
poitou@amisdelaterre.org
- **AMIS DE LA TERRE RHÔNE**
amisdelaterre.rhone@gmail.com
- **AMIS DE LA TERRE SAVOIE**
savoi@amisdelaterre.org
- **AMIS DE LA TERRE SEINE ET MARNE**
seineetmarne@amisdelaterre.org
- **AMIS DE LA TERRE VAL DE BIÈVRE**
valdebievre@amisdelaterre.org
- **AMIS DE LA TERRE VAL D'OISE**
th.avra@sfr.fr
- **AMIS DE LA TERRE VAL D'YSIEUX**
amisdelaterre-val-ysieux@orange.fr
- **AMIS DE LA TERRE NORD-BÉARN**
atnb@greli.net
- **GROUPE AFFILIÉ R.A.P.**
(Résistance à l'Aggression Publicitaire)
contact@antipub.org